

édité par les communistes
du 10^{ème} arrondissement

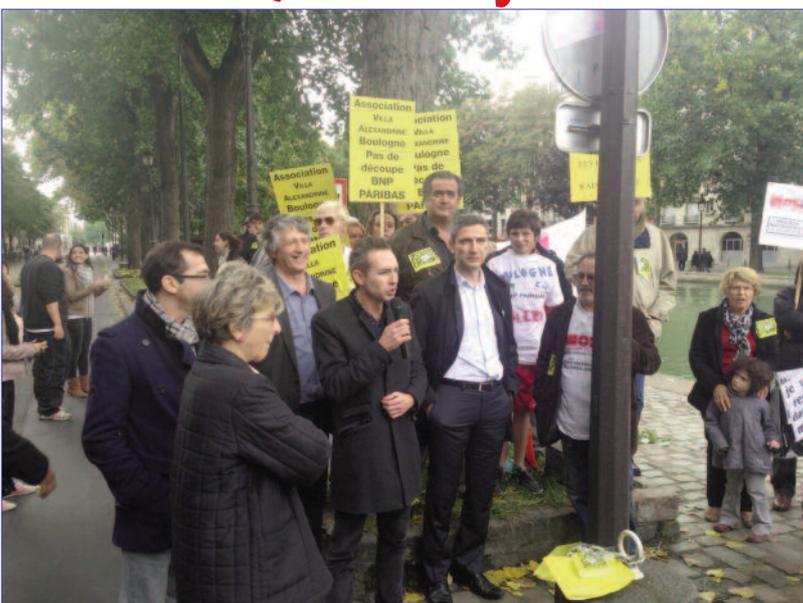
57 rue des Vinaigriers
75010 Paris

pcfparis10@gmail.com

à Paris^e

JANVIER-FÉVRIER 2015

166/172 QUAI DE JEMMAPES :



intervention de lan Brossat, président du groupe Communiste/Front de gauche au Conseil de Paris lors d'un rassemblement des locataires menacés par la vente à la découpe le 20 octobre 2013

APRÈS LE CHOC la réflexion pour avancer tous ensemble

Deux ans après l'assassinat de trois militantes kurdes dans le 10^e, un nouveau crime politique a stupéfait toute la France. La mort des dessinateurs de Charlie ne peut être qualifiée que d'une seule manière : c'est un acte fasciste contre la liberté d'expression d'une presse engagée, outil indispensable de notre démocratie. Nous n'oublions pas non plus les autres victimes de cette haine : correcteur, agent d'entretien, invité de Charlie, les policiers, les clients du magasin kascher.

Les communistes tiennent à rappeler que nombre de ces dessinateurs étaient engagés contre le racisme, pour la paix et la liberté de conscience et d'expression, mais aussi pour une société plus égalitaire. Ils collaboraient régulièrement avec le Parti communiste, l'Humanité, la CGT ou des réseaux militants comme RESF.

La lutte contre l'obscurantisme et la barbarie doit maintenant s'attaquer aux racines du mal, à tout ce qui rejette de jeunes Français dans le fascisme religieux. C'est bien en pratiquant une politique qui donne à chacun sa place dans la société, en plaçant l'émancipation humaine et la coopération internationale au cœur des choix que l'on pourra casser ces mécanismes qui conduisent à l'extrémisme. C'est ce que Charb portait lorsqu'il disait : « Le communisme, c'est la solution à la crise ».

Une analyse plus complète est à lire sur le site pcfparis10.fr

Dante Bassino

victoire contre la vente à la découpe

Les locataires du 166/172 quai de Jemmapes, dont les appartements devaient être vendus à la découpe par BNP Paribas, sont soulagés. Ils ont été accueillis à la mairie le 25 novembre 2014 par Dante Bassino et lan Brossat, élus communistes adjoints au Logement respectivement du 10^e et de Paris, et Rémi Féraud, maire du 10^e arrondissement, pour leur confirmer que leur appartement ne sera pas vendu au plus offrant.

La Mairie de Paris va exercer son droit de préemption sur les 47 appartements concernés, permettant à tous ceux qui n'ont pas pu ou pas voulu acheter leur logement de pouvoir continuer à y vivre. Ils bénéficieront d'un loyer au tarif social.

C'est aujourd'hui l'aboutissement d'une longue bataille commencée début 2012 quand le groupe Gecina, opérateur immobilier propriétaire de plusieurs milliers de logements, a décidé de vendre l'immeuble du 166/172 quai de Jemmapes (139 logements). Les élus communistes s'étaient alors prononcés pour la préemption de l'ensemble de l'immeuble. La ville avait refusé, arguant du coût élevé de l'opération, et c'est une filiale de BNP Paribas qui avait acquis l'immeuble.

Malgré l'opposition des locataires, le nouveau propriétaire a lancé le processus de mise en vente à la découpe. Il n'a pas hésité à exercer de nombreuses pressions pour contraindre les locataires à partir afin de vendre leur appartement au prix fort.

Les élus communistes sont de nouveau intervenus en décembre 2013 et ont obtenu que le Conseil de Paris entame une négociation avec BNP Paribas en vue d'un achat groupé des logements occupés. La solidarité entre les locataires, qui se sont regroupés au sein d'un comité pour faire respecter leurs droits, a également été décisive. Les interventions du comité, appuyées par les élus communistes, ont permis d'aboutir à la seule solution de protection des locataires, à savoir la préemption des appartements par la Ville. Une fois de plus, la lutte collective a payé.

Pour les années à venir, les communistes ont obtenu le renforcement de la capacité de la ville de Paris à agir contre les ventes à la découpe. Le « compte foncier » permettant les préemptions par la Ville a été augmenté de 500 millions à 850 millions d'euros.

un budget 2015 à contre-courant de l'austérité ambiante

Le budget 2015 de la ville de Paris a été adopté le 16 décembre dans un contexte difficile du fait de la baisse des dotations de l'État. La majorité de gauche a exigé de l'État qu'il paye sa « dette » liée à la non compensation des dépenses sociales RSA, APA... Ce sont deux milliards d'euros qui manquent !

Les propositions des élus communistes et la campagne de pétitions ont permis d'obtenir des recettes nouvelles : une augmentation de la taxe de séjour pour les hôtels de plus de 3 étoiles et les palaces et la création d'une taxe sur les résidences secondaires. C'est une première étape pour réduire les logements utilisés comme résidences secondaires : 90 000 à Paris, ce qui est inacceptable compte tenu du nombre de demandeurs de logements.

Pour préserver les moyens de l'école, les communistes ont fait adopter plusieurs

amendements qui limitent les baisses envisagées des financements des projets pédagogiques, des sorties scolaires, des classes de découvertes et du dispositif des « vacances Arc en Ciel ».

Concernant la carte « Navigo Émeraude Améthyste », ils ont obtenu une baisse de 10 € du prix de la carte pour les personnes non imposables, tandis que la gratuité continuera à s'appliquer pour les bénéficiaires des minima sociaux et les anciens combattants.

À la demande de Didier Le Reste, la Mairie de Paris s'est engagée à maintenir tous ses financements dans **les quartiers populaires en 2015**, où seront créés principalement les nouveaux équipements liés à la santé, à l'éducation, à la culture et au sport. Le Conseil de Paris de décembre a également été l'occasion de présenter le

programme d'investissement de la ville de Paris pour les 5 ans à venir. Le choix d'investir 10 milliards d'euros sur toute la mandature, dont **3 milliards d'euros pour le logement, priorité du mandat**, est un coin enfoncé dans la logique d'austérité imposée par le gouvernement.

Paris sera probablement l'une des rares villes de France à augmenter son budget par rapport au précédent mandat.

LE BUDGET PARTICIPATIF EST LANCÉ

les Parisiens peuvent jusqu'au 15 mars proposer des projets d'aménagement de leur quartier rendez-vous sur budgetparticipatif.paris.fr

IMMEUBLE DU PASSAGE DELESSERT/RUE PIERRE DUPONT le chantier avance

Le 6 janvier 2015, un point a été fait sur l'avancement du chantier de construction de 69 logements sociaux et d'un gymnase de 1 500 m². Ian Brossat, adjoint communiste à la mairie de Paris en charge du Logement, s'est réjoui de l'avancement du projet initié par ICF/La Sablière, cofinancé par la mairie de Paris.

Ce projet, qui a fait l'objet de recours de riverains retardant le démarrage des travaux, sera livré fin 2015/début 2016. Il renforcera le parc de logements sociaux de l'arrondissement encore déficitaire (seulement 13 %) et fournira un équipement sportif supplémentaire indispensable pour répondre aux besoins des Parisiens du 10^e.



LES RENDEZ-VOUS DU 57 le nouveau rendez-vous du PCF 10 pour découvrir, rencontrer, échanger...

Cela s'appelle *Les rendez-vous du 57*, cela a lieu une fois par mois au 57 rue des Vinaigriers. L'idée est d'ouvrir un espace libre et collectif de paroles, de pensées et de rencontres autour de l'art et du politique. Prendre le temps d'écouter, de questionner et de faire dialoguer ensemble des écrivains, des cinéastes, des militants, des

acteurs politiques et du mouvement social, des plasticiens, des sociologues... sur les enjeux qui animent nos vies et notre quotidien.

La première édition de ces rendez-vous s'est tenue le 2 décembre dernier. Il réunissait la géographe urbaniste Anne Clerval et l'adjoint au Logement de la ville de Paris Ian Brossat, autour du *Droit à la ville* pour toutes et tous. Le succès de cette soirée inaugurale où près d'une cinquantaine de personnes ont débattu du

logement populaire à Paris et de son appropriation présage d'un bel avenir pour ces rencontres inédites.

Le second rendez-vous du 57 s'est tenu le 14 janvier : il réunissait Sylvain Pattieu, écrivain et Pascale

Heurteux, secrétaire de l'UL CGT du 10^e, à propos de la lutte des grévistes des « ongleries » du quartier Château d'eau et ce qu'elle révèle de l'organisation d'une exploitation quasi féodale de ces travailleurs par des gérants mafieux.

Suivront d'autres débats sur des sujets aussi variés que l'image en politique, les lobbies ou encore le populisme culturel.

À suivre, donc !



le site PCF 10



Un nouveau site de la section PCF du 10^e : articles d'actualité sur Paris et l'arrondissement, l'ensemble des publications *À Paris 10*,

les comptes rendus des conseils d'arrondissement www.pcfparis10.fr

POUR LE NOUVEL HÔPITAL LARIBOISIÈRE

intégrant l'ensemble des activités de Fernand Widal

Suite à la décision de la direction de l'AP-HP de fermer l'hôpital Widal, un consensus avait été trouvé en 2011 prévoyant d'accueillir l'ensemble des activités, y compris les services gériatriques, dans le nouvel hôpital Lariboisière agrandi grâce à la construction d'un nouveau bâtiment. Cet engagement figurait dans le programme municipal de la liste menée en 2014 par Rémi Féraud.

Mais à la fin septembre 2014, la direction de l'AP-HP envisage de renoncer au transfert de toutes les activités de Fernand Widal (en particulier les lits pour personnes âgées). Elle prévoit en effet la vente d'1/3 des terrains de Lariboisière et une réduction de 17% des lits.

Un collectif pour Lariboisière, regroupant partis politiques (dont le PCF), syndicats, associations, personnel hospitalier et habitants du 10e, s'est aussitôt constitué. Un premier rassemblement s'est tenu le 10 décembre devant Lariboisière. À cette occasion, l'adjoint à la mairie du 10e, Dante Bassino, a rappelé que « les élus communistes, fidèles à leurs engagements pour l'accès à la santé pour tous, continueront l'action pour la rénovation de l'hôpital Lariboisière, le maintien de son intégrité et le transfert de tous les lits de Fernand Widal à Lariboisière ».

Le jour même de ce rassemblement, Martin Hirsch, président de l'AP-HP, annonçait que les services de gériatrie de Fernand Widal pourraient être transférés à Bichat dans le 18e. Or, cet hôpital ainsi que l'hôpital Beaujon devraient, selon le ministère de la santé, être regroupés dans un grand hôpital Nord, situé au-delà du périphérique. Alors que la période de vie en mauvaise santé s'allonge, les services de gériatrie de proximité sont d'autant plus indispensables. Il ne peut donc être question de les regrouper au sein de pôles hospitaliers géants qui contribueraient à renforcer encore l'isolement des personnes âgées, en rendant plus difficiles les visites.

Une pétition a été lancée :

- pour dire OUI au nouveau Lariboisière, intégrant les services gériatriques de Fernand Widal



le 10 décembre 2014, premier rassemblement du comité de défense réunissant des usagers, des syndicalistes, des militants politiques et des élus de l'arrondissement

- pour refuser que les hôpitaux soient des objets de spéculation immobilière
- pour exiger que toutes les activités et tous les postes de personnel de Fernand Widal et de Lariboisière soient maintenus.

pour signer la pétition et être informé des actions pour le nouvel hôpital Lariboisière, écrivez à comitelariboisiere@gmail.com

LA CARTE DE L'ÉDUCATION PRIORITAIRE sensiblement modifiée grâce à la mobilisation

Le projet de modification de la carte de l'éducation prioritaire annoncée fin octobre a soulevé dans le 10e un vaste mouvement de protestations. Sur les 4 collèges classés en REP ou ZEP, seul le collège « la Grange aux Belles » était maintenu en éducation prioritaire et seulement 4 écoles (sur 14 précédemment) faisaient partie du réseau. Un véritable tsunami pour le 10e !

lors du rassemblement du 11 décembre devant le Rectorat les représentants du groupe scolaire Louis Blanc étaient présents pour demander leur intégration dans le réseau d'éducation prioritaire seul le dispositif CAPPE leur sera accordé



Lors du conseil d'arrondissement du 3 novembre dernier, les élus communistes ont présenté un vœu qui a été adopté, dénonçant l'incohérence du projet et demandant une refonte de la carte tenant compte des difficultés rencontrées dans les écoles. Un ensemble d'actions ont été entreprises : rencontre du Maire du 10e avec le Recteur, manifestation le 22 novembre de quelques centaines de parents et d'enseignants dans les rues de l'arrondissement, manifestations devant le Rectorat...

Cette mobilisation a obligé le Rectorat à intégrer d'autres écoles dans le réseau qui désormais en compte 9. Une avancée certes, mais qui ne fait pas l'unanimité. N'ont pas été réintégrés les groupes scolaires Récollets, Martel et Eugène Varlin, les maternelles Paradis et Pierre Bullet. Le groupe scolaire Louis Blanc, demandeur pour entrer dans le réseau, bénéficiera du dispositif CAPPE (Convention académique pluriannuelle de priorité éducative) dont le contenu n'est pas clairement défini. Ce dispositif est également attribué au collège Valmy et à son annexe Françoise Seligmann.

Pour les écoles écartées du réseau, des mesures ont été promises par le Rectorat pour favoriser une sortie progressive en ne supprimant pas brutalement tous les dispositifs et aides dont elles bénéficiaient précédemment. La ville s'engage dans le même sens. Les modalités concrètes doivent être maintenant précisées.

La vigilance s'impose !

la ville de Paris contre la loi Macron

La Mission d'information et d'évaluation de la ville de Paris a présenté, le 16 décembre dernier, son rapport sur « le travail dominical et nocturne à Paris » qui installe un bras de fer entre la ville de Paris et le gouvernement.

Les points qui font notamment débat : l'ouverture des commerces situés dans les gares à Paris, le nombre de dimanches autorisés à l'ouverture par an et l'autorité qui doit décider de leur ouverture (la Maire de Paris ou la Préfecture) ou encore les compensations financières pour les salariés qui travaillent le dimanche (voir pcfparis10.fr).



LA RÉALITÉ DES CHIFFRES

- Paris est la capitale en Europe où les magasins/commerces sont le plus ouverts le dimanche. Avant Londres et Berlin (8 à 10 dimanches par an).
- À Paris, 20 à 25% des commerces sont ouverts et couvrent la totalité de la vie courante : alimentation, café/restaurants...
- On estime à 30% la part des salariés du commerce travaillant le dimanche.
- Seulement 15% des touristes viennent à Paris spécialement pour faire du shopping.
- La durée moyenne du séjour d'un touriste étranger européen est de 4 jours et celle d'un touriste extra-européen (USA, Brésil, Japon...)

est de 6 jours. Contrairement à une idée reçue, la fermeture dominicale de certains commerces n'empêche aucun touriste à faire ses achats... la semaine !

- Dans les grands magasins, le chiffre d'affaires du dimanche est inférieur de moitié à celui du samedi et maintenant à celui du lundi.
- Au Printemps : 75% des salariés sont des femmes, dont 80% habitent en banlieue, d'où un problème de transport.
- En 2013, le Printemps Hausmann a augmenté l'amplitude de travail, multiplié les soirées récréatives et augmenté le nombre de dimanches ouverts... Résultat : 870 emplois supprimés !

améliorer le cadre de vie dans le nord du 10^e OÙ EN EST-ON ?

C'était l'une des priorités du programme de la liste conduite par le maire, en mars dernier. Un an après, les habitants du nord de l'arrondissement s'interrogent et attendent la concertation annoncée.

Le programme d'investissement de la mandature présenté lors du Conseil de Paris de décembre dernier apporte des précisions : des opérations d'aménagement de la voirie et de requalification urbaine sont bien prévues pour les boulevards de la Chapelle et de la Villette. Il est impératif que cela inclue un réexamen du plan de circulation et un réaménagement des carrefours Barbès, La Chapelle et place de Stalingrad. Avec une indispensable requalification des espaces sous le métro aérien. L'APUR (Atelier parisien d'urbanisme) vient d'être mandaté pour faire un diagnostic et proposer des pistes de réflexion. Des réunions de concertation devraient se tenir.

Autre attente des habitants, le devenir de l'ex-caserne Château Landon, vide depuis 10 ans. Outre la création de locaux pour le groupe scolaire Louis Blanc, le bâtiment pourrait accueillir un espace de travail coopératif (coworking) pour des jeunes entreprises innovantes et d'autres activités à définir.

Deux autres projets à débattre et finaliser : l'aménagement du carrefour Louis Blanc/Philippe de Girard (la place dénommée T10) et des voûtes sur les voies ferrées, ainsi que le réaménagement des abords de la gare de l'Est.

Enfin, il est indispensable pour ces quartiers du nord du 10^e de renforcer l'action en faveur de la diversité commerciale, menée par la SEMAEST. Celle-ci pourra disposer d'un nouvel outil, à savoir la préemption des baux commerciaux, dès la parution des décrets d'application de la loi adoptée en juin dernier.

AU 57 BOULEVARD DE STRASBOURG : la lutte continue

L'année 2015 débute au 57 bd de Strasbourg comme 2014 s'est terminée : avec l'occupation du salon, commencée depuis plus de six mois.

Pourtant, le 16 décembre, Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, en réponse à une question de la députée communiste Marie-George Buffet, s'était dit prêt à examiner tous les dossiers. Depuis, rien.

Les initiatives de soutien continuent à se multiplier : soirées de solidarité, manifestations, distribution de cadeaux de Noël aux enfants organisée par le PCF 10.

En 2015, il est urgent que leur plainte pour traite d'êtres humains soit instruite et que, comme le permet l'article L.316-1 du CESEDA (Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile), les 18 travailleurs obtiennent un titre de séjour.

Le PCF 10, comme l'ensemble des soutiens (associatifs, syndicaux, politiques, riverains...), continuera à être à leurs côtés, jusqu'au bout.

Vous pouvez passer les soutenir et participer à la solidarité financière tous les jours au 57 bd de Strasbourg.



le 20 décembre
un après-midi festif a été organisé
par les communistes du 10^e
pour les familles du salon de coiffure
avec distribution de cadeaux aux enfants

